

# Solidaires en action <sup>N° 129</sup>

Le 22 juillet 2015

## 8 octobre : construire la mobilisation interprofessionnelle

Ces dernières semaines ont été marquées par **de nombreuses mobilisations où les militant-es et organisations de Solidaires ont pris une place importante** : AP-HP et l'ensemble du secteur médico-social, commerce, services financiers de La Poste, Otis, à Guéret, rassemblements contre la répression anti syndicale, actions en solidarité avec les exilé-es ou le peuple grec...

**Si sur le terrain local ou dans les secteurs professionnels, une unité syndicale combative existe souvent, au niveau national les décisions et actions sont laborieuses.**

Le refus systématique de la CFDT et de l'UNSA de participer à des mobilisations qui remettent en cause frontalement les mesures gouvernementales est un facteur d'affaiblissement du rapport de forces.

Après les mobilisations du 9 avril, malgré notre insistance pour accélérer le rythme, il aura fallu attendre fin juin, pour que **CGT, Solidaires et FSU appellent à une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre prochain, à travers cet appel :**

« Durant toute cette année, les salarié-es et retraité-es se sont mobilisé-es à plusieurs reprises dans les secteurs professionnels et au plan interprofessionnel pour exprimer leurs attentes, leur exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils produisent. Ces dernières semaines encore, des mobilisations, souvent unitaires, ont été menées par les salarié-es et les retraité-es, exigeant leurs justes dûs, autour de luttes sur les salaires et pensions.

Des actions se sont développées pour exiger de travailler mieux et moins, d'améliorer les conditions de travail et de réduire la durée du temps de travail, contre les licenciements, pour exiger aussi la pérennisation et la conquête de nouveaux droits (retraites, protection sociale, garanties collectives), le développement des services publics et la relance industrielle. Cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, **le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité.** Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié-es.

Les organisations syndicales CGT, Solidaires et FSU convient toutes les organisations syndicales et les organisations de jeunesse pour une réunion fin août afin d'échanger sur l'analyse de la situation sociale, économique et politique et d'évaluer les champs sur lesquels des initiatives communes pourraient être envisagées. Dans un contexte où les inégalités se creusent et où la précarité se développe, elles réaffirment leur volonté de contribuer au renforcement des mobilisations et à leurs convergences, dans un cadre unitaire le plus large possible.

Dès à présent, CGT, Solidaires et FSU invitent les salarié-es et retraité-es à **amplifier la mobilisation autour d'une plateforme revendicative commune pour :**

- ♦ **Augmenter les salaires, les retraites, les pensions**, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires
- ♦ **Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes**
- ♦ **Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois**, combattre et réduire le chômage
- ♦ **Pérenniser et améliorer les garanties collectives**
- ♦ **Pérenniser et améliorer la protection sociale**, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite
- ♦ Développer les **investissements** pour relancer l'activité économique en tenant compte des **impératifs écologiques**
- ♦ **Conforter et promouvoir les services publics**

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent les salarié-es à **en débattre pour construire une journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre prochain** ».



## **Secteur sanitaire et social : dialogue social (de sourds)**

Le 25 juin, à l'issue d'une **journée de manifestations réunissant les salarié-es des secteurs sanitaires et sociaux dans 80 villes de France, dont plus de 4000 personnes à Paris**, l'intersyndicale CGT, FO et SUD a été reçue par Christine Dardel, conseillère auprès de Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la santé.

Après un tour d'horizon fait par les représentant-es syndicaux sur l'état des lieux de nos secteurs, de l'insupportable pression vécue sur le terrain par les salarié-es, nous n'avons eu pour toute réponse que du déni.

Que les secteurs sanitaires publics et privés non lucratifs, sociaux et médico-sociaux associatifs soient en lente déliquescence, que les dépressions et suicides chez les professionnel-les soient en augmentation, déni.

Que les soins, l'accompagnement se dégradent au détriment des usager-ères et des résident-es, déni.

La baisse de l'espérance de vie de la population, l'augmentation de la mortalité maternelle périnatale, la surmortalité de la grippe cet hiver... ne sont-elles que fantasmes de représentants syndicaux ? Que les attaques sur les 35 heures dans les établissements soient une insupportable goutte d'eau pour les personnels, que la refonte des métiers conduit à une perte d'aptitudes professionnelles ne sont-elles que lubies pour les représentant-es du personnel ?

C'est pourtant l'avis du cabinet du ministère en tout cas, pour elles et eux nous ne sommes que des « nostalgiques » du passé alors qu'elles et eux restructurent pour notre bien, réorganisent nos façons de travailler pour nous rendre plus efficient-es... et nous enseignent la « bienveillance » comme une insulte jetée au visage des formateurs et formatrices des instituts professionnels et en jetant l'opprobre sur l'ensemble des personnels.

**Ce n'est en rien du dialogue social, c'est du dialogue de sourds.**

Pour SUD Santé sociaux et ses partenaires dans la mobilisation, il va falloir substituer au pseudo dialogue social cher au ministère une négociation à la façon syndicale, **sous la pression d'un rapport de force que nous construirons pour l'automne**, de nature à faire prendre conscience à nos gouvernants de la réalité.



## **Radio France : la tension est toujours là**

3 mois après la grève historique à Radio France, le Comité central d'entreprise du 21 juillet a été l'occasion pour les élu-es (dont le SNJ et SUD Radio France) de s'exprimer sur la situation à travers une déclaration unanime :

**Mathieu Gallet n'a pas tiré les leçons du conflit de 28 jours, le plus long dans l'histoire de Radio France, notamment en matière de dialogue social, alors même qu'un médiateur a été nommé pour trouver une issue à cette crise.**

Il a choisi de donner une interview au journal « Le Monde » en date du 17 juillet 2015 et a persisté à évoquer le plan de suppression d'emplois, alors même que le rapport du médiateur n'a pas été transmis à la Ministre de la Culture.

Le cabinet d'expertise Tandem, choisi par les élu-es du CCE dans le cadre de sa mission portant sur les orientations stratégiques pour les antennes et les formations musicales, n'a pu disposer, malgré ses demandes réitérées auprès de la direction, de l'ensemble des éléments indispensables à l'établissement d'un diagnostic.

Malgré cela, le cabinet Tandem, dans son analyse de la trajectoire financière 2015-2019, montre que le retour à l'équilibre des comptes de Radio France en 2017 n'est pas garanti.

Par ailleurs, le cabinet Tandem établit qu'« ... au total, l'économie sur la masse salariale (CDI+CDD) de 20M€, sur la base d'une économie minimum liée à l'effet Noria, pourrait être atteinte fin 2018 sans nécessité d'un plan de départs volontaires (PDV) ».

La direction persiste à considérer, en toute opacité, **l'emploi comme une variable d'ajustement** alors même que le climat social reste particulièrement tendu.

Au contraire, les élu-es réaffirment que **l'hypothèse d'un PDV serait contre-productive** :

- Elle **fragiliserait Radio France** (pertes de compétences, difficultés de fonctionnement...)

- Elle **briserait la dynamique des groupes de travail** initiés dans le cadre de la médiation, et dont les travaux doivent se poursuivre

- Son **coût économique** est difficilement évaluable à date et le climat social rend irréaliste la mise en place d'un PDV

Les élu-es du CCE n'accepteront pas que le niveau d'emploi nécessaire au fonctionnement de Radio France et à l'accomplissement de ses missions soit sacrifié sur l'autel d'une vision comptable étriquée et néfaste.

## ***Val de Reuil (27) : les grévistes font plier La Poste***

**Pendant plus de 15 jours les postier-es de Val-de-Reuil, Louviers et Alizay ont mené une grève solidaire contre des projets de réorganisation au Courrier... qui s'est terminée par une victoire le 8 juillet.** Et l'implication de la population et des élu-es aux côtés des grévistes n'est pas pour rien dans cette victoire.

Le conflit de Val-de-Reuil (27) s'est terminé après plus de 15 jours d'affrontement avec la direction. Au cœur de la lutte des postier-es : la mise en place des « sacoques » à la distribution et les suppressions d'emplois lors de la prochaine réorganisation. Déjà, une expertise CSHCT avait mis en lumière les dangers de cette restructuration sur la santé et les conditions de travail des agents.

Le conflit initié par SUD et CGT a été exemplaire à bien des égards : **unité au sein du personnel gréviste** des 3 bureaux, comportement irréprochable des grévistes malgré la longueur du conflit (et malgré les provocations incessantes de la direction), **intersyndicale SUD-CGT** sans faille pour porter les revendications du personnel en grève, présence de représentant-es des autres syndicats (CFDT et FO) au piquet de grève et à la table des négociations, **usager-es et élu-es locaux solidaires de leurs facteurs-trices**, qui ont apporté un généreux **soutien logistique** (repas, boissons, tonnelle...). La direction, elle, a voulu laisser pourrir la situation et essayé par tous les moyens de casser la grève : tri et distribution du courrier par d'autres chefs d'établissement et cadres volontaires (non non, ils ne sont jamais « réquisitionnés » !), sous-traitance, elle a même essayé de faire distribuer le courrier par des taxis payés 300 € pour 6 h de boulot.

Face à cela, **les grévistes ont tenu bon et l'aide des usager-es et des élu-es a contribué à faire plier la direction.** Ils et elles ont finalement obtenu satisfaction sur la quasi totalité des revendications et ont eu raison des projets de La Poste.

## ***Trains de nuit Paris-Venise : grève du personnel prestataire***

**Les personnels du prestataire de Thello assurant le service à bord des trains de nuit de Paris à Venise sont massivement en grève depuis le 17 juillet, et le mouvement est suivi depuis par 100% des 68 salarié-es en CDI.**

Depuis plus de 3 ans, notre entreprise effectue le service à bord des trains THELLO, notre travail est reconnu par tous malgré des conditions que l'on pourrait qualifier « d'extrêmes ». Notre direction profite donc d'une bonne qualité de service pour empocher le chèque sans que notre travail soit reconnu à sa juste valeur. La direction de LSG Sky Chefs continue de dégrader nos conditions de travail tout en se moquant de notre vie personnelle. Elle piétine sans aucun scrupule nos droits. C'est pourquoi il est temps pour nous:

- ♦ De **recupérer ce qui nous est dû.**
- ♦ D'**être payé-e correctement pour le travail effectué.**
- ♦ D'**améliorer nos conditions de travail.**
- ♦ D'avoir une organisation du travail qui nous permet d'**avoir une vie sociale en dehors du travail.**

Nous avons tout essayé, mais la direction est sourde à nos revendications. Sans nous, LSG ne pourrait pas faire autant de profit, elle ne récupérerait pas de nouveaux marchés. Nous sommes pourtant la vitrine de cette entreprise, en échange, celle-ci nous méprise et nous sous-paye. C'est pour toutes ces raisons, totalement légitimes que les syndicats SUD-Rail et CFE-CGC ont lancé cet appel à faire grève à partir du vendredi 17 juillet.

## ***Pôle emploi : non au contrôle des chômeur-euses***

Le 9 juillet, nous étions une centaine (chômeur-euses, précaires, intermittent-es, intérimaires et salarié-es de Pôle emploi) à venir manifester notre **opposition au projet de généralisation et d'intensification du contrôle des demandeurs d'emploi** qui était présenté ce jour là au CCE de Pôle emploi.

Le collectif unitaire, réunissant AC !, MNCP, Apeis, Coordination des Intermittent-es et précaires, Droit Au Logement, SNU Pôle emploi, SUD culture et SUD emploi, a interpellé dès 8 heures 30 les élu-es du Comité central d'établissement et les membres de la Direction générale de Pôle emploi. Mais la Direction générale a préféré faire appel aux forces de l'ordre et les manifestant-es qui bloquaient les entrées ont été repoussé-es vers 10 heures 30.

Notre action, malgré la répression policière dont elle a été l'objet, a néanmoins été un franc succès puisque **la quasi-totalité des organisations syndicales ont voté contre le déploiement des 250 conseillers dédiés au contrôle et à la criminalisation des demandeurs d'emploi.** Notons en revanche que la CFDT et la CGC ont, elles, voté pour le contrôle des chômeur-euses.

La Direction générale de Pôle emploi reste toutefois décidée à déployer ces corps de contrôleurs. Nous avons, nous, rappelé que **nous continuerons à nous opposer aux procédures de criminalisation, aux mesures de culpabilisation et à la généralisation du flicage des demandeur-euses d'emploi.**

## ***Finances publiques : mobilisation générale à l'automne***

- ◆ Constatant l'**accélération des réformes** (réformes territoriales, démarche stratégique, retenue à la source) porteuses d'une profonde remise en cause de la place, du rôle et de l'implantation des services publics, dont ceux de la DGFIP (Direction générale des Finances Publiques),
  - ◆ Considérant leurs **conséquences désastreuses pour le devenir des personnels, de leurs missions et de leurs conditions de vie et de travail**,
  - ◆ Face aux **attaques portées contre le pouvoir d'achat, les carrières et les statuts des agents publics**, singulièrement ceux de la DGFIP,
- Solidaires Finances Publiques appellera l'ensemble des agents à la mobilisation au moment de l'annonce du projet de loi de finances 2016.

Il y a urgence d'agir à la DGFIP alors que les charges de travail ne cessent d'augmenter, que les conditions de vie au travail se détériorent de plus en plus, que le pouvoir d'achat continue de se dégrader, que le service public est en danger et que les besoins n'ont jamais été aussi importants.

**Solidaires Finances Publiques déposera un préavis de grève illimitée à l'automne pour que l'ensemble des agents, avec leurs représentant-es, puissent organiser, dans tous les départements et toutes les directions, la riposte nécessaire et indispensable.** Solidaires Finances Publiques proposera, dans les prochains jours, cette initiative à l'intersyndicale nationale. Avec celles des organisations qui partageront nos objectifs, nous déciderons des modalités et des formes d'actions !

## ***Saint Pierre des Corps : grève dans le nettoyage ferroviaire***

Suite à la reprise du chantier SNCF de Saint Pierre des Corps par l'entreprise de nettoyage H Régnier et au blocage des négociations sur nos nouveaux statuts, **la section SUD Nettoyage 37 appelait à une grève illimitée sur ce chantier à partir du 30 juin**. 15 jours plus tard, et devant la détermination des salarié-es, les points de désaccord ont pu être levés et les salarié-es ont obtenu la satisfaction de la plupart de leurs demandes :

- ◆ Rétablissement de notre taux horaire et salaire de base.
- ◆ Suppression de la clause de mobilité complètement démesurée.
- ◆ Obtention d'une prime d'environ 32,50€ net alors qu'au départ nous revendiquions 50€ net.
- ◆ Fourniture d'équipements sains et de qualité aux salarié-es.

Néanmoins, **les discussions restent bloquées avec la direction sur la possibilité, ou non, de la présence d'un délégué du personnel au sein de notre équipe de nettoyage**... même si la direction accorde, et ce de façon pérenne, des heures équivalentes à des heures de délégation à notre collègue nous représentant afin qu'il puisse mener à bien sa mission sur notre chantier.

Nous tenons à remercier avec force l'ensemble des cheminot-es pour leur soutien inconditionnel à notre action et particulièrement nos camarades de SUD-Rail pour la **collecte** faite en faveur des grévistes. Nous avons décidé d'utiliser cette collecte afin de convier l'ensemble des personnes sur le chantier et nos soutiens à un **pot de l'amitié** à la fin de la rénovation de notre vestiaire...

## ***Les utopiques : savoir, c'est pouvoir***

Les Utopiques proposent tous les 6 mois **des analyses et des articles de fond sur des thèmes qui concernent aussi bien le syndicalisme que les mouvements qui traversent et changent la société**.

Le but de cette réflexion est de prendre du recul, de mieux nous situer dans le contexte, d'échanger des idées, d'alimenter le débat et de rendre plus efficace notre syndicalisme de transformation sociale.

Ce cahier de réflexions de l'Union syndicale Solidaires est destiné à tou-ttes les militant-es. Les organisations peuvent aussi s'abonner (20 euros pour 2 ans, soit 4 numéros), mais **l'objectif est d'avoir le maximum d'abonnements individuels pour que chacun-e puisse recevoir chez lui/elle les Utopiques**.

Le sommaire détaillé de ce premier numéro et les modalités d'abonnement sont [disponibles sur le site de Solidaires](http://www.solidaires.org/rubrique70.html).

